

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**MARCHÉ PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE**

(en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique)

**Acheteur public**

État - Ministère des Armées - Secrétariat Général pour l'Administration  
Direction Centrale du Service Infrastructure de la Défense  
du Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est

**Représentant du Pouvoir Adjudicateur**

Le directeur du service d'infrastructure de la défense Nord-Est  
Caserne Ney – CS 92005 – 57 044 METZ CEDEX 01

**Objet du marché**

**N° Projet :** 25USID05-012  
BESANCON (25) – Quartier BRUN – Vérification des équipements frigorifiques assurant l'entretien  
des systèmes de climatisation de la cellule énergie

**ANNEXE:**

- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du Ministère de la Défense ;
- Guide de démarrage EP – Déclarer un sous-traitant (SUBLIC).

## SOMMAIRE

1.1 - Nature de la prestation .....	4
1.2 - Qualification et formalités du marché .....	4
1.3 - Durée du marché .....	4
1.4 - Parties au contrat .....	4
1.5 - Prestations intéressant les armées - Obligation de discrétion .....	5
1.5.1 - Mesures de sécurité .....	5
1.5.4 - Contrôle des accès .....	6
1.5.5 - Contrôle des véhicules .....	6
1.5.6 - Protection des données à caractère personnel .....	6
1.5.7 - Mesures de prévention .....	7
1.5.8 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	7
Article 1.5.9 – Prises de vue et exploitation d'images .....	7
<b>1.6 - Développement durable</b> .....	7
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	9
ARTICLE 3 : SOUS TRAITANCE .....	9
ARTICLE 4 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION .....	9
4.1 - Nombre de personnels exigés .....	9
4.2 - Permanence et continuité des prestations .....	9
4.3 - Statut du personnel .....	10
4.4 - Vêtements de travail .....	10
4.5 - Comportement du personnel .....	10
ARTICLE 5 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION – RECEPTION .....	10
5.2 - Décisions après vérifications .....	10
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DES PARTIES .....	11
6.1 - Obligations du titulaire .....	11
6.2 - Obligations de l'acheteur .....	12
6.3 - Obligations communes .....	12
6.4 - Rapports contractuels .....	13
ARTICLE 7 : MODIFICATIONS .....	13
7.1 - Clause de réexamen .....	13
7.1.1 - En cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir .....	13
7.1.2 - En cas de modification du périmètre géographique des prestations .....	13
7.2 - Défaillance du mandataire du groupement .....	13
ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	14
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'EXPLOITATION .....	14
9.1 - Au titre de l'entretien courant et du maintien en état. ....	14
9.2 - Au titre de la conduite des installations .....	14
9.3 - Au titre de la gestion de la maintenance et du suivi des prestations .....	14
9.4 - Au titre de la réglementation .....	14
ARTICLE 10 : CONTROLE DES PRESTATIONS .....	14
ARTICLE 11 : MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX .....	15
11.1 - Contenu du prix .....	15
11.2 - Prix de règlement .....	15
11.3 - Révision des prix .....	15
11.4 - Application de la TVA .....	16
ARTICLE 12 : PAIEMENT – CESSION ET NANTISSEMENT .....	16

12.1 - Facturation .....	16
12.2 - Délai global de paiement.....	19
12.3 - Intérêts moratoires .....	19
12.4 - Cession ou nantissement.....	19
ARTICLE 13 : AVANCE .....	20
ARTICLE 14 : PÉNALITÉS – DIFFERENDS - RESILIATION .....	20
14.1 - Pénalités et retenue. ....	20
14.2 - Règlement des différends .....	21
14.3 - Résiliation du marché.....	21
14.3.1 - Travail dissimulé .....	21
14.3.2 - Non-respect de la protection des données personnelles .....	21
14.3.3 - Non production de documents .....	21
14.3.4 - Faute du titulaire .....	21
<b>ARTICLE 15 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER .....</b>	<b>22</b>
ARTICLE 16 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE .....	22
ARTICLE 17 : CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DU MARCHE PUBLIC.....	23
<b>ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>23</b>

## **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE**

### **1.1 - Nature de la prestation**

Le marché a pour objet la vérification des équipements frigorifiques pour permettre l'entretien des systèmes de climatisation de la cellule énergie au Quartier BRUN à BESANCON (25).

Le marché comprend deux types de prestations :

- Les prestations forfaitaires, engagées dès la notification du marché sans émission d'un bon de commande,
- Les prestations à prix unitaires font l'objet de l'émission d'un bon de commande.

### **1.2 - Qualification et formalités du marché**

Le Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est (SID NE) agit pour toutes les formalités de:

- lancement de la consultation,
- notification du marché,
- suivi administratif du marché,
- révision des prix,
- pénalités,
- résiliation du marché,
- établissement des avenants au marché,
- litiges et contentieux.

Le directeur du SID NE est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (R.P.A.) désigné « Acheteur » conformément à l'article 2 du CCAG FCS.

L'unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense (USID) de BESANCON agit pour les formalités de :

- suivi technique du marché,
- correspondance avec le titulaire par ordre de service.

### **1.3 - Durée du marché**

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification

Il débute par une période de préparation de deux (2) mois incluse.

Il est reconductible trois (3) fois par tacite reconduction, par période d'un (1) an.

En cas de non reconduction, l'acheteur se prononcera au moins un mois avant la fin de la période.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

**La durée totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans et deux (2) mois.**

### **1.4 - Parties au contrat**

L'emprise militaire bénéficiaire des prestations est représentée par l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense (USID) de BESANCON, désignée dans le présent CCAP par le terme « bénéficiaire ».

L'entreprise chargée de réaliser les prestations est désignée dans le présent CCAP par le terme « titulaire ».

Pour l'exécution du marché, l'acheteur désigne, sous réserve de changement ultérieur, le chef de la Section exploitation de la Maintenance (SEM) de l'USID de BESANCON pour assumer les fonctions suivantes :

notification des décisions et communications de l'acheteur ; vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne.

## **1.5 - Prestations intéressant les armées - Obligation de discrétion**

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent les armées, le titulaire doit, en conséquence, se conformer à l'article 5 du CCAG/FCS.

### **1.5.1 - Mesures de sécurité**

Toute personne étrangère au ministère des armées doit, pour accéder et/ou séjourner dans les enceintes militaires, être autorisée par l'autorité militaire exerçant les prérogatives du Commandant d'Armes de l'enceinte considérée.

Cette autorisation se traduit par la délivrance, après enquête, d'un laissez-passer accordé, selon le cas, à titre permanent ou temporaire.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait un refus de laissez-passer par les services compétents. Ces derniers ne sont pas obligés de justifier leur décision et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire du marché devra soumettre à l'agrément du bénéficiaire les personnels chargés d'exécuter ce marché. Ceux-ci devront faire l'objet d'une procédure de contrôle primaire.

En conséquence, le titulaire du marché s'engage à :

- fournir les renseignements d'identité de ses personnels qui lui seront demandés afin de réaliser l'enquête de sécurité ;
- remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis défavorable sur demande du bénéficiaire.

***Le non-respect de ces mesures pourra entraîner la résiliation du marché sans préavis et sans indemnité.***

Tout changement, même temporaire de ces personnels, est immédiatement porté à la connaissance du bénéficiaire.

### **1.5.2 – Contrôle nominatif**

Une liste nominative des personnels participant aux prestations sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le bénéficiaire.

Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1221-24 du Code du travail, le bénéficiaire exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du site.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

### **1.5.3 - Autorisation d'accès dans les sites du ministère des Armées**

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

Demande de contrôle primaire en version numérique remplie, non signée, au format natif

Demande de contrôle primaire remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF

Scan de la carte d'identité en version PDF

Nota : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de contrôle primaire et retour de celui-ci validé. De ce fait, les prestations ne pourront débuter qu'à partir du moment où les contrôles primaires seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

À l'issue de l'enquête, chaque personnel se verra attribué de l'un des statuts suivants :

« Accès autorisé », ;

« Accès avec réserves » ;

– « Interdit d'accès ».

Pour ces deux derniers statuts, le titulaire du marché se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s) et devra proposer d'autres personnes à soumettre au contrôle primaire.

Le titulaire se doit de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. Le titulaire du marché assumera tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site.

#### **1.5.4 - Contrôle des accès**

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité professionnelle sécurisée pour les ressortissants de l'Union européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

#### **1.5.5 - Contrôle des véhicules**

Une liste des immatriculations des véhicules privés sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le bénéficiaire.

#### **1.5.6 - Protection des données à caractère personnel**

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est fortement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par l'acheteur.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41.1 du CCAG-FCS.

### **1.5.7 - Mesures de prévention**

Le titulaire déclare avoir pris connaissance du Titre 1 de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense .

Un plan de prévention sera établi par le responsable de la prévention du site sur lequel sont exécutées les prestations.

### **1.5.8 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Dans le cadre de la pandémie COVID-19, le titulaire respectera et mettra en application les mesures permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés. De plus, il se référera aux préconisations du chargé de prévention de l'entité où se réaliseront les prestations.

#### **Article 1.5.9 – Prises de vue et exploitation d'images**

Toute réalisation de prises de vues (supports photographiques ou vidéo) et exploitation d'images appartenant au ministère des armées par une entreprise titulaire d'un contrat de la commande publique passé par le SID est soumise à **autorisation expresse** du service communication de la direction centrale du SID, de l'autorité militaire du site et du directeur du SID Nord-Est.

L'autorisation écrite est signée par le directeur du SID Nord-Est, qui précise :

- La finalité des images
- Les publics concernés
- La durée et les territoires d'utilisation
- Les supports et canaux d'exploitation

Le contenu des images sera soumis au contrôle des chaînes de communication du ministère avant leur diffusion, afin de veiller à ce que ces dernières ne présentent pas de faille en matière de sécurité des installations, matériels et personnels. Si tel était le cas, elles devraient être détruites.

Si l'entreprise peut les utiliser pour faire valoir son image et ses réalisations dans une logique de référencement client, le MINARM ne peut être perçu comme « garant » de la société et de ses produits.

Par principe, la réalisation de prises de vue purement publicitaires est exclue, dès lors que l'entreprise peut retirer un avantage commercial direct de l'exploitation de l'image du MINARM.

Enfin, si l'entreprise souhaite utiliser la marque du SID, une autorisation écrite du directeur central du SID sera requise.

## **1.6 - Développement durable**

### **1.6.1 - Environnement**

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage (se reporter à l'article 16.2 du CCAG FCS).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire

#### **1.6.1.1 - Protection de la faune et de la flore**

Conformément à l'article L411-1 du code de l'environnement, le titulaire du marché doit s'assurer que l'exécution des prestations ne portera pas atteinte aux espèces de faune et de flore sauvage protégées. Le cas échéant, il devra obligatoirement prévoir, avant le début de prestation, un système de protection stricte des espèces de faune et de flore sauvages dont les listes sont fixées par arrêté ministériel.

À ce titre, il est rappelé qu'il est notamment interdit de les détruire, capturer, transporter, perturber intentionnellement ou de les commercialiser. Ces interdictions peuvent concerner également les habitats des

espèces protégées pour lesquels la réglementation peut prévoir des interdictions de destruction, de dégradation et d'altération.

Les interdictions prévues à l'article L411-1 du code de l'environnement doivent être respectées dans la conduite du projet faisant l'objet d'une demande d'autorisation environnementale.

Le non-respect des dispositions des arrêtés fixant la liste d'espèces protégées (nationale ou régionale) constitue un délit prévu et réprimé par l'article L415-3 du Code de l'Environnement. Les peines peuvent aller jusqu'à 9000 € d'amende (le double en cas de récidive) et jusqu'à 6 mois d'emprisonnement.

#### **1.6.1.2 - Gestion des déchets**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché conformément à l'article 20.4 du CCAG FCS.

#### **1.6.1.3 - Objectifs de développement durable**

En application des dispositions des articles L.2111-1, L.2112-2 et L.2112-4 du code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché intègrent des éléments à caractère environnemental, qui prennent en compte des objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

Le candidat détaillera les moyens mis en œuvre pour la gestion des déchets et l'environnement (traçabilité des déchets de fluides frigorigènes, recyclage...).

#### **1.6.2 - Insertion sociale**

Sans objet.

### **1.7 - Forme des notifications et informations**

#### **1.7.1 - Communication au titulaire**

Les ordres de services (OS) et les états d'acomptes (EA) ou factures seront notifiés par le bénéficiaire par voie électronique (via CHORUS-PRO pour les EA ou factures). L'accusé réception par voie électronique du titulaire vaut réception.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un réceptionné sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG Fournitures Courantes et de Services, l'acheteur apte à prendre les décisions nécessaires est le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense Nord-Est

#### **1.7.2 - Communication du titulaire**

Toute communication à l'acheteur devra être réalisée :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception
- soit directement à un représentant dûment qualifié contre réceptionné.

Cependant, l'acheteur pourra demander au titulaire la transmission des documents par voie électronique en supplément de la remise physique spécifiée ci-dessus, sans que le titulaire puisse réclamer une indemnité.



## **ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS**

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS**, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité sachant que l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles dans la dernière version résultant des dernières modifications opérées par mise au point et/ou avenant;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) y compris:
  - \* Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la Défense ;
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes :
  - \* Annexe 1 : Inventaire des équipements de la cellule énergie.
- la décomposition du prix forfaitaire (DPF)
- Le bordereau de prix unitaires (BPU),
- Le détail estimatif (DE),
- Le récapitulatif du prix mixte (RPM),
- Le mémoire technique remis par le titulaire avec son offre (seuls les éléments demandés au règlement de consultation ont une valeur contractuelle);
- Les actes spéciaux postérieurs à la notification du marché;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G./FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021;

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut.

Le présent marché est régi par les lois et règlements de la République française exclusivement.

Tout document ou correspondance relatif au marché devra être rédigé en langue française.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 11.2 ci-après.

## **ARTICLE 3 : SOUS TRAITANCE**

Le titulaire peut à tout moment sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement par l'acheteur.

Le titulaire transmettra alors un DC4 sous SUBLIC.

## **ARTICLE 4 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION**

### **4.1 - Nombre de personnels exigés**

L'ensemble des prestations, dont les modalités d'exécution sont définies au présent CCAP et au CCTP, doit être effectué par un nombre suffisant d'agents permanents, permettant de réaliser les tâches prévues. Le titulaire a une obligation de résultat.

### **4.2 - Permanence et continuité des prestations**

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues. L'acheteur peut pourvoir d'office au remplacement du titulaire défaillant aux frais et risques de ce dernier.

### **4.3 - Statut du personnel**

Le titulaire s'engage à faire réaliser les prestations dans le respect de la législation du travail en vigueur qui lui est applicable.

### **4.4 - Vêtements de travail**

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution de vêtements de travail ou de protection appropriés aux tâches à accomplir. La fourniture, l'entretien et le remplacement de ces tenues restent à la charge du titulaire.

### **4.5 - Comportement du personnel**

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Les agents du titulaire devront respecter les clauses du règlement intérieur de l'emprise (comportement, stationnement et vitesse des véhicules...).

Ils devront en particulier faire preuve de la plus grande correction et sont soumis à une obligation de réserve et de discrétion.

Tout manquement relatif au comportement devra entraîner le remplacement immédiat du personnel concerné, sur demande du bénéficiaire.

## **ARTICLE 5 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION – RECEPTION**

À la suite des vérifications réalisées par le bénéficiaire, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G./F.C.S. par l'acheteur.

### **5.1 - Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont de la responsabilité du bénéficiaire. Elles se dérouleront à destination pour l'ensemble du marché.

### **5.2 - Décisions après vérifications**

#### **5.2.1 - Admission**

Les opérations de vérification consistent à procéder aux examens quantitatifs et qualitatifs de chacun des livrables par le bénéficiaire dans les conditions suivantes.

Le bénéficiaire procède aux opérations de vérification du marché. Il prend alors une décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations.

L'admission est l'acte par lequel l'acheteur accepte sans réserve, les prestations livrées. Elle prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

Dans les conditions de l'article 30.1 du CCAG FCS, en l'absence de décision, l'admission prendra effet dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles peuvent être acceptées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les réceptionner avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur.

Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour confirmer sa décision précédente ou pour notifier une autre décision ; à défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **5.2.2 - Ajournement**

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner leur admission dans les conditions prévues par l'article 30.2 du CCAG/FCS.

### **5.2.3 - Rejet.**

Lorsque l'acheteur estime que les prestations livrées appellent des réserves telles qu'il ne lui apparaît pas possible de les admettre en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de rejet portant sur tout ou partie du marché. La décision de rejet ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG / FCS, en cas de rejet, le titulaire dispose de quinze jours pour se mettre en conformité avec les clauses du marché.

Après rejet de tout ou partie des prestations, l'acheteur dispose à nouveau, à compter de la nouvelle livraison par le titulaire des prestations, de la totalité des délais prévus à l'article 30.1 du CCAG / FCS pour procéder aux vérifications.

Le délai ouvert au titulaire pour présenter ses observations, ainsi que le délai qui lui est nécessaire pour effectuer une nouvelle prestation après le rejet, ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation ni d'un sursis au délai contractuel.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **6.1 - Obligations du titulaire**

#### **6.1.1 - Au titre de ses responsabilités civiles**

Le titulaire est civilement responsable de tout préjudice occasionné au bénéficiaire ou à des tiers lors de l'exécution des prestations. Sa responsabilité pourra être engagée. À cet effet, il contracte une assurance :

- garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par la conduite et l'exploitation des installations : incendie, explosion, vols, dégâts des eaux, détériorations diverses etc.
- couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du code civil, et couvrant la totalité des prestations y compris celles exécutées par les sous-traitants.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation émanant de sa compagnie d'assurance. Il doit adresser cette attestation à l'acheteur dans les 15 jours qui suivent la notification du marché.

En cas de faute ou de manquement du titulaire causant un dommage, sa responsabilité pourra être engagée.

#### **6.1.2 - Au titre de ses prestations**

Le titulaire s'engage à assurer, pendant toute la durée du marché, l'exécution des prestations définies au présent CCAP et au CCTP.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est le seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel.

En cas de défaillance de son personnel, le titulaire est tenu de fournir un personnel de remplacement compétent pour lequel il devra obtenir l'accord de l'autorité militaire, conformément à l'article 1.5 du présent CCAP.

## **6.2 - Obligations de l'acheteur**

Le bénéficiaire paie le prix des prestations dans les conditions définies à l'article 11 et 12 ci-après.

Il :

- s'interdit d'utiliser à d'autres fins les locaux et installations mis à disposition du titulaire;
- maintient clos couverts et en bon état les locaux mis à disposition du titulaire;
- fournit au titulaire, en nombre défini dans les PV mentionnés à l'article 6.3 du présent CCAP, les clefs, télécommandes et autres dispositifs, nécessaires pour l'accès aux installations.

Il détient un double des clés.

Le bénéficiaire supporte la charge de la dépense entraînée par l'exécution de toute opération n'entrant pas dans les attributions du titulaire telles qu'elles sont définies dans les documents contractuels.

Le bénéficiaire, dans les meilleurs délais, avise par écrit le titulaire de l'exécution de :

- tous les travaux de modifications des installations;
- tous les travaux de gros entretien et réparation qui seraient exécutés par le Service d'Infrastructure de la Défense confiés à une entreprise autre que le titulaire.

Les modifications techniques apportées à l'installation par le bénéficiaire doivent être portées à la connaissance du titulaire avant leur réalisation. Ce dernier a 15 jours pour formuler ses observations ou ses réserves éventuelles sur les modifications envisagées.

## **6.3 - Obligations communes**

### Établissement des procès-verbaux

En cours de marché, des procès-verbaux sont établis dans les circonstances stipulées aux paragraphes 6.3.1 et 6.3.2. ci-après.

Dans chacun des cas évoqués, il appartient au bénéficiaire d'assurer la convocation des parties concernées ainsi que le bon déroulement général de la séance.

#### **6.3.1 - PV circonstance n°1 : inventaire de prise en compte entre le titulaire et le bénéficiaire :**

Le bénéficiaire, en début de marché, établit un procès-verbal faisant l'inventaire des appareils et dispositifs de toutes sortes composant les installations objet du marché.

Ce procès-verbal est dressé en présence du bénéficiaire et du titulaire qui contresignent le procès-verbal. Les parties se réunissent sur les sites qu'ils visitent en entier.

Le titulaire, à cette occasion émet toutes remarques ou réserves qu'il juge opportun de faire concernant l'état et l'aménagement des installations. Si ces réserves, éventuellement assorties de propositions, appellent des développements plus complets, il les consigne succinctement dans le procès-verbal et adresse ultérieurement au bénéficiaire une correspondance plus circonstanciée. Les parties mentionnent, en outre, le relevé des compteurs d'eau présents dans les installations, le cas échéant.

#### **6.3.2 - PV circonstance n°2**

En cas d'évolution du périmètre soutenu (augmentation ou diminution des installations à contrôler), lorsque la modification résulte d'une transformation apportée à la consistance initiale des installations, cette dernière doit donner lieu à un procès-verbal contradictoire établi dans les conditions de forme identiques à celles de la prise en charge initiale des installations. Ce procès-verbal indique en outre la date à laquelle le titulaire a effectivement pris en charge les installations nouvelles. L'établissement du procès-verbal constatant contradictoirement la modification apportée à la consistance des installations intervient dans les 10 jours ouvrables qui suivent le jour où ces modifications deviennent effectives.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

## **6.4 - Rapports contractuels**

Le bénéficiaire et le titulaire du marché se rencontrent obligatoirement à l'occasion d'une réunion annuelle d'exploitation; celle-ci n'étant pas exclusive d'autres réunions habituelles ou occasionnelles à convenir entre eux.

A l'occasion de la réunion, les deux parties :

- \* font le bilan depuis la dernière réunion d'exploitation,
- \* conviennent des conditions d'exploitation du mois à venir (planification des interventions futures),
- \* évoquent toutes autres questions relatives à l'exploitation et aux installations,

L'essentiel des questions évoquées par les deux parties lors de la réunion d'exploitation est consigné dans un PV d'exploitation transmis au titulaire par OS. Ce document de contexture libre est renseigné, daté et contradictoirement signé lors de chaque réunion.

Le bénéficiaire assure le contrôle de l'exécution des prestations dues par le titulaire.

## **ARTICLE 7 : MODIFICATIONS**

### **7.1 - Clause de réexamen**

#### **7.1.1 - En cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir**

Conformément à l'article 25 du CCAG FCS, en cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

#### **7.1.2 - En cas de modification du périmètre géographique des prestations**

L'ajout ou le retrait de sites (immeubles ou bâtiments ou installations) au périmètre géographique du contrat fera l'objet d'un avenant.

Pour toute prestation supplémentaire, la proposition de prix par le titulaire devra impérativement être en cohérence avec les prix du marché initial pour le même type de site en terme de technicité, d'ampleur, d'exigences.

### **7.2 - Défaillance du mandataire du groupement**

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG FCS, en cas de défaillance du mandataire du groupement solidaire, les membres du groupement désignés dans l'acte d'engagement sont tenus de lui désigner un membre remplaçant parmi les membres restant du groupement. À défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours courant à compter de la notification de la mise en demeure de l'acheteur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

## **ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'accomplir les prestations objet du marché.

Toutes les informations données par l'administration sont données à titre indicatif. Il appartient au titulaire de les vérifier et au besoin de les corriger en attirant l'attention du bénéficiaire sur d'éventuelles erreurs.

L'acheteur devra veiller à ce que tout personnel du titulaire puisse effectuer ses prestations dans la plus grande sécurité.

Les résultats des interventions seront consignés, à chaque fois, dans un rapport, compte rendu ou procès-verbal, qui sera transmis au plus vite au bénéficiaire

Il appartient au titulaire de s'assurer que ses avis soient suivis d'effet et de prendre, ou de faire prendre, les mesures nécessaires à la suppression des défauts signalés.

La responsabilité du titulaire est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de résultats. Elle ne peut être recherchée au titre d'installations utilisées en fonction de destinations qui ne lui ont pas été désignées. Mais elle sera recherchée dans le cadre d'une faute directe ou personnelle dans l'exécution des prestations pour des dommages survenant pendant ou après l'intervention, mais ayant un lien direct avec celle-ci.

## **ARTICLE 9 : CONDITIONS D'EXPLOITATION**

### **9.1 - Au titre de l'entretien courant et du maintien en état.**

- Contrôle annuel des équipements frigorifiques : le titulaire réalisera les vérifications périodiques annuelles des équipements permettant la maintenance des systèmes de climatisation de la cellule énergie. Ces contrôles incluront des vérifications visuelles et fonctionnelles des outils.
- Traitement des bouteilles de récupération, de transfert et d'azote : le titulaire assurera la vérification, le nettoyage, la décontamination et l'étiquetage des bouteilles. Le titulaire s'engage à remettre systématiquement au bénéficiaire des bouteilles vides en bon état, prêtes à l'emploi.

### **9.2 - Au titre de la conduite des installations**

Le titulaire devra s'assurer que toutes les opérations de contrôle et de traitement des équipements et des bouteilles sont réalisées conformément aux normes de sécurité et aux réglementations en vigueur. Il devra également garantir la traçabilité et l'étiquetage des équipements et des bouteilles traités.

### **9.3 - Au titre de la gestion de la maintenance et du suivi des prestations**

Le titulaire doit être en mesure de démontrer, à la demande du bénéficiaire, la bonne exécution du marché.

Pour cela, il met en œuvre une gestion de maintenance pour chaque opération réalisée. Cet outil de gestion est développé par le titulaire, à ses frais. Le titulaire fournira des rapports de contrôle détaillés, incluant les résultats des vérifications, les actions réalisées et les recommandations pour chaque équipement contrôlé.

### **9.4 - Au titre de la réglementation**

Le titulaire connaît et applique toutes les directives de la réglementation en vigueur du code de l'environnement et du code de la santé publique.

Il porte à la connaissance du chargé de prévention du site toute réglementation nouvelle et formule les propositions de mise aux normes dans les délais prescrits.

## **ARTICLE 10 : CONTROLE DES PRESTATIONS**

Toute défaillance ou retard dans les prestations à accomplir est consigné sur le registre d'exploitation.

En cas de manquement important à ses obligations, le titulaire sera invité par l'acheteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, à présenter des explications écrites (les copies des correspondances seront adressées au SID NE).

La mesure de l'atteinte des objectifs (obligation de résultat) et le contrôle de la qualité de l'exécution des prestations seront transcrits dans un compte rendu mensuel, signé contradictoirement par la personne chargée du suivi de l'exécution du marché et par le représentant de la société titulaire lors de la réunion mensuelle citée à l'article 6.4 ci-dessus.

## **ARTICLE 11 : MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX**

### **11.1 - Contenu du prix**

Le titulaire a la charge des prestations telles qu'elles sont définies par les clauses du présent CCAP et du CCTP.

Le titulaire tient compte dans son offre des dépenses relatives au respect et à l'application des mesures de sécurité sanitaires liées à la pandémie de COVID-19.

Les dépenses de consommation d'énergie électrique et d'eau induites par le fonctionnement et l'éclairage des installations ne sont pas à inclure dans la décomposition du prix global et forfaitaire et sont imputées distinctement sur les ressources financières du GSBdD.

Le titulaire établit ses prix en fonction de ces éléments.

Les prix sont de type forfaitaires Le coût global est indiqué dans l'acte d'engagement et dans les pièces de prix du marché.

### **11.2 - Prix de règlement**

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Le prix initial est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la dernière date limite de remise des offres. Elle est appelée « mois zéro ».

### **11.3 - Révision des prix**

Les prix du marché sont fermes lors de la première période puis révisables lors de chaque reconduction.

La révision du prix s'effectue dans les conditions suivantes :

$$P = P_0 (0,125 + 0,875 \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}) \text{ dans laquelle :}$$

- P est le nouveau prix de règlement ;
- $P_0$  est le prix initial ;
- $ICHT - IME_0$  est la valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – salaires et charges – Industries mécaniques et électriques de l'INSEE **identifiant 001565183** correspondant au « mois zéro » ;
- $ICHT - IME$  est la valeur du dernier indice connu au moment de la reconduction du marché.

La lecture des indices s'effectue sur le site internet [www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr)

Le coefficient utilisé pour la révision des prix, déterminé par le titulaire du marché, ainsi que les modalités de calcul détaillées de celui-ci, seront communiqués dès la reconduction à l'acheteur avec copie au bénéficiaire (USID). Après vérification et approbation, notifiée par ordre de service, les prix du marché seront révisés sur la base de ce coefficient. Après validation, le titulaire appliquera celui-ci sur le montant total HT de toutes ses demandes de paiement.

## 11.4 - Application de la TVA

Le montant des acomptes et du solde sont calculés en application de la TVA en vigueur à la date d'établissement des factures.

## ARTICLE 12 : PAIEMENT – CESSIION ET NANTISSEMENT

### 12.1 - Facturation

#### 12.1.1 – Généralités

##### Prestations à prix forfaitaires :

Les factures sont présentées de manière détaillée de sorte que les montants individuels des différents postes pour lesquels une demande de paiement est établie, apparaissent distinctement et puissent faire l'objet d'un contrôle. L'exécution d'un paiement a lieu lorsque les prestations d'un ou plusieurs postes ont été réalisées, y compris réception des rapports.

Les règlements seront effectués par virement administratif.

La facturation du solde de chaque exercice annuel (ou période) doit être établie.

À compter du deuxième exercice annuel (ou deuxième période), la révision de prix de la facture sera effectuée conformément aux dispositions de l'article 11.3 du présent CCAP.

Pour chaque exercice annuel (ou période), les acomptes et solde sont payés dans les conditions définies au tableau ci-après :

##### **Règlements des acomptes et du solde, annuels**

N° d'acomptes	Date de facturation	Montant en %	Observations
1	N +3 mois	25 %	/
2	N +6 mois	25 %	/
3	N +9 mois	30 %	Remboursement de l'avance sur 3ème acompte
4	N +12 mois	20% dont solde	Facture du solde

N = Date de notification pour la première période et Date de reconduction pour les périodes suivantes

**Conformément à l'article R.2191-22 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, le règlement peut à la demande du titulaire être réalisé selon une périodicité mensuelle.**

##### Prestations à prix unitaires:

Les prestations sur prix unitaires sont facturées dès qu'elles sont réalisées et que le bénéficiaire a notifié leur réception au titulaire par ordre de service. La date de validation du service déterminera la période considérée pour la révision des prix

#### 12.1.2 - Modalités de facturation

Dans le cadre de la modernisation de l'État et dans un souci d'améliorer le délai de traitement des factures, le SID NE a décidé de s'engager dans la **dématérialisation du traitement de ses factures ou acomptes**.

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Pro** à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. **Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.**



Les factures ainsi transmises devront porter obligatoirement les mentions suivantes :

La facture devra porter toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI et art.1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique) :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture et notamment leurs numéros SIRET ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- le code d'identification du service en charge du paiement ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les références suivantes sont particulièrement nécessaires au traitement des factures :

- la référence de l'engagement juridique (n° d'EJ) de la commande : 10 chiffres, sans espaces, sans point, etc ;
- le code du Service Exécutant (code SE) : D10711I057 ;
- la désignation du destinataire « services de l'État » : ° SIRET 11000 2011 00044.

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO. Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Pour davantage d'informations concernant l'utilisation du portail :

**1. Accéder à la documentation Chorus Pro :**

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

2. Le Livechat permet de communiquer directement avec un technicien en passant par ClaudIA disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question ») et en lui demandant une mise en relation avec un conseiller. (Disponible de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés)

3. Utiliser l'assistante virtuelle « ClaudIA » disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question »).

**4. Saisir une sollicitation :**

- a. En mode connecté : Saisir une sollicitation (via l'espace « Sollicitations émises ») si vous êtes identifiés sur le portail Chorus Pro
- b. En mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de page d'accueil du portail Chorus Pro

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmission des factures électroniques s'applique aux contrats en cours d'exécution ou conclus postérieurement.

**Les factures transmises par un autre moyen que Chorus Pro sont réputées non parvenues dans les services de l'État.**

### **12.1.3 - Mise en garde du titulaire**

Afin d'éviter tout rejet de facture, le titulaire est invité avant envoi des factures pour paiement, à se rapprocher du bénéficiaire, pour accord sur les prestations, quantités ou tout autre point pouvant présenter problème.

### **12.1.4 - Modalités de paiement du sous-traitant admis au paiement direct**

Aucun paiement de sous-traitant ne peut intervenir tant que le sous-traitant n'a pas été agréé et ses conditions de paiement acceptées dans les conditions fixées par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

***Conformément à l'article R.2193-10 du code de la commande publique, pour définir si les conditions du paiement direct du sous-traitant sont réunies, le contrat de sous-traitant doit être égal ou supérieur à 10% du montant total hors taxe du marché public, toutes périodes confondues, le cas échéant.***

*Les sous-traitants dont le contrat est inférieur à 10% du montant hors taxe du marché ne peuvent donc prétendre au paiement direct. Dans ce cas, le titulaire du marché devra fournir à l'acheteur une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.*

#### **a. Modalités de transmission**

Dans les conditions fixées aux articles R.2193-11 à R.2193-16 du code de la commande publique, les sous-traitants admis au paiement direct adressent leur demande de paiement au titulaire seul habilité à adresser les demandes de paiement à l'acheteur pour règlement. La demande de paiement est libellée au nom de l'acheteur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de la facture et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu sa demande de paiement ou de l'avis de réception postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation Chorus Pro, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité :

- le cadre de facturation à utiliser est :

*A10 : Dépôt par un sous-traitant de la demande de paiement  
dans le cadre d'un marché de services*

- le champ « valideur » doit être renseigné avec la structure du titulaire / co-traitant du marché ;

- dans le bloc « cadre de facturation », la **bénéficiaire** est identifiée par :

- une « structure » : SIRET 13000190200373
- un service : reprendre le code indiqué en page 2 de l'acte d'engagement

- dans le bloc « destinataire », il convient de désigner l'**acheteur** identifié par :

- une « structure » : SIRET 13000190200373
- un service : reprendre le code indiqué en page 2 de l'acte d'engagement

- dans le bloc « identification », le projet de décompte déposé respecte impérativement le nommage suivant dans la limite de 20 caractères :

*N°engagement juridique + tranche (F ou O + n°) + rôle (S=sous-traitant) + texte libre*

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. En l'absence de prise en charge, la validation est tacite et la facture du sous-traitant est transmise au destinataire (« acheteur »).

### ***b. Attestation de paiement du titulaire***

Lorsqu'il a reçu les demandes de paiement de ses sous-traitants de façon matérialisée, le titulaire joint à sa facture :

- une copie en double exemplaire de la demande de paiement du sous-traitant acceptée ou rectifiée par le titulaire;
- une attestation de paiement signée du titulaire indiquant la somme à régler par l'acheteur à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

En cas de groupement, l'attestation de paiement est signée par le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Lorsqu'il a reçu les demandes de paiement de ses sous-traitants de façon dématérialisée, le titulaire la valide ou la refuse directement dans Chorus Pro.

#### **12.1.5 - Suivi du service fait**

Afin que le bénéficiaire puisse certifier dans les meilleurs délais le service fait et les quantités réellement mises en œuvre, le titulaire du marché envoie par courrier électronique au bénéficiaire **une copie des factures** qui auront été éditées et transmises conformément à l'article 12.1.2. du présent CCAP.

L'adresse électronique du bénéficiaire à utiliser sera précisée au titulaire dès le début d'exécution du marché.

### **12.2 - Délai global de paiement**

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'administration ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure, via CHORUS. Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de paiement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté.

### **12.3 - Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit au profit du titulaire et sans autres formalités des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique à propos de la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

### **12.4 - Cession ou nantissement**

L'autorité habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS, l'exemplaire unique destiné au nantissement du marché sera remis au titulaire sur sa demande expresse.

### **ARTICLE 13 : AVANCE**

Option A : Une avance est versée au titulaire du marché, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R.2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Son montant est, en prix de base, égal à 30 % du montant du marché.

**NOTA :** Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, modifié par l'arrêté n°2018-1225 du 24 décembre 2018, le taux de l'avance est porté à 30% lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise (PME) mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dès lors que le titulaire remplit les conditions pour y prétendre.

**Son remboursement s'effectuera en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 60 % du montant du marché.**

### **ARTICLE 14 : PÉNALITÉS – DIFFERENDS - RESILIATION**

#### **14.1 - Pénalités et retenue.**

**Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS**, les pénalités de retard ne pourront pas excéder 25% du montant total hors taxes du marché.

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS**, l'application des pénalités du retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par le bénéficiaire.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS**, le titulaire ne sera pas exonéré d'office des pénalités et ce, quel que soit le montant.

Des pénalités peuvent être prononcées par le bénéficiaire à l'encontre du titulaire s'il apparaît que les prestations de ce dernier ne sont pas conformes à certaines de ses obligations contractuelles.

**L'appréciation des délais servant au calcul d'une pénalité se fait à compter du constat de l'anomalie par le bénéficiaire jusqu'à celui de sa disparition.**

#### **Conditions particulières d'application des pénalités**

**Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS** les pénalités seront appliquées dans les conditions suivantes :

- A.** Pénalités pour retard par le titulaire dans l'exécution des prestations de 200 € H.T. par jour de retard ;
- B.** Retard dans la remise de documents (devis , rapports, documents d'identité...) en cours d'exécution des prestations: 200 € HT par jour de retard. La pénalité s'applique dès le lendemain de la date de remise prévus
- C.** Pénalités pour absence aux réunions de chantier : 200 € HT par réunion manquée,
- D.** Pénalités pour non-respect de la protection des données personnelles

En cas de manquement par le titulaire ou son (ses) sous-traitant(s) à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le titulaire s'expose à l'application de pénalités, à hauteur de 200 € HT par infraction relevée.

Une retenue pour les documents à fournir après exécution des prestations (DOE, DIUO....) d'un montant de 200 euros HT/par document sera appliqué.

## **14.2 - Règlement des différends**

En cas de différend, le titulaire transmet son mémoire en réclamation conformément à l'article 46.2 du CCAG FCS. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu sous peine de forclusion.

Conformément à l'article 46.3 du CCAG FCS, l'acheteur dispose de deux mois à compter de la réception de la réclamation pour notifier sa décision.

Si le titulaire n'accepte pas la décision de l'acheteur, il pourra saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent conformément à l'article 46.4 du CCAG FCS.

## **14.3 - Résiliation du marché**

En cas de non-respect des dispositions contractuelles, et après mise en demeure restée infructueuse, le acheteur pourra résilier le marché, aux torts exclusifs du titulaire, sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

Par **dérogation aux articles 38 et 42 du C.C.A.G./FCS**, le contrat pourra être résilié de plein droit et sans indemnité en cas de déménagement, de dissolution ou en cas de restructuration du bénéficiaire rendant impossible l'exécution de la prestation dans les conditions prévues au marché.

### **14.3.1 - Travail dissimulé**

Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire (conformément aux articles 41 et 45 du CCAG FCS)

### **14.3.2 - Non-respect de la protection des données personnelles**

En cas de manquement par le titulaire ou son (ses) sous-traitants à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute.

### **14.3.3 - Non production de documents**

Outre les cas prévus par le CCAG FCS, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, la résiliation du marché aux torts du titulaire est décidée, selon la procédure décrite aux articles 41 et 43 du CCAG FCS.

### **14.3.4 - Faute du titulaire**

D'une manière générale, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans tous les cas mentionnés à l'article 41 du CCAG FCS.

## **ARTICLE 15 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

Les lois et règlements français sont seuls applicables au présent marché. Tout document ou correspondance, toute facture relatifs au présent marché doivent être rédigés en français.

Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours qui pourraient opposer l'administration française à des entreprises étrangères.

## **ARTICLE 16 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE**

### ***a) Obligations d'identification du personnel et tenue d'enregistrement***

Le titulaire est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte militaire et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le site.

### ***b) Justificatifs semestriels – dispositifs de vigilance avec e-Attestations.com***

#### **b1) Présentation du dispositif Aprovall 360**

La plateforme sécurisée Aprovall 360 permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

Aprovall 360 agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP...

Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/>

#### **b2) Documents à produire**

Le titulaire de chaque lot doit remettre au maître d'ouvrage ou à son représentant, **tous les six (6) mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants afférents aux articles L 8222-1 et D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

- une attestation de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociales prévue à l'article L 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant, datant de moins de six (6) mois,
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail. Il s'agit d'une liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L5221-2 du code du travail, précisant pour chacun, sa date d'embauche, sa nationalité, ainsi que le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- un justificatif d'immatriculation dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne Aprovall 360 mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme Aprox 360 les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n°1408/71.

**En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 14.3 du présent CCAP.**

#### **ARTICLE 17 : CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DU MARCHE PUBLIC**

L'Acheteur ou le Ministère des Armées peuvent délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution du marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de l'Acheteur ou du Ministère des Armées qui disposent, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendus n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat est résilié aux torts du titulaire.

#### **ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Le cahier des clauses administratives générales applicable au marché est le CCAG / FCS approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

- CCAP article 1.3 déroge à l'article 13.1.1 du CCAG FCS
- CCAP article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS
- CCAP article 5.2.3 déroge à l'article 30.4 du CCAG FCS
- CCAP article 7.2 déroge à l'article 3.5.4 du CCAG FCS
- CCAP article 14.1 déroge aux articles 14, 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS
- CCAP article 14.3 déroge aux articles 38 et 42 du CCAG FCS